

quer et, par extension, ils semblent de plus en plus manquer de sens critique, de capacité de solution des problèmes ou tout simplement de pouvoir de communiquer.

● (1700)

John Godfrey, éditeur au *Financial Post* le disait dans son journal en juin, et d'ailleurs son excellent article lui a valu un prix de la Fédération canadienne des études humaines qui, pour encourager son point de vue, donne des prix d'excellence en écriture et en communication dans le monde des affaires. John Godfrey disait, et je cite:

L'une des plaintes que l'on entend le plus régulièrement au sujet des nouveaux diplômés des écoles de commerce du Canada, c'est qu'ils ne savent pas écrire. Dans sa série d'articles sur les écoles de commerce, qui a paru dans le *Financial Post*, Gordon Pitts cite Michael Phelps, président de la Westcoast Energy Inc., qui disait des nouveaux titulaires de MBA: «L'orthographe, la syntaxe et la grammaire sont épouvantables. Les forts en chiffres on en trouve à la pelle, mais le vrai leader, c'est généralement celui qui est le meilleur communicateur.»

J'en conclus que si nous nous détournons complètement de la langue, de la pensée et de l'éloquence qui sont le cœur des humanités pour nous concentrer exclusivement sur les connaissances pratiques et technologiques, nous n'aurons pas la capacité de nous adapter aux changements sociétaux qui accompagnent le progrès technologique.

En mettant l'accent sur les compétences techniques et pratiques, nous nous écartons malheureusement d'une direction que nous suivons depuis longtemps, l'acquisition des capacités qui nous permettront, à nous et à nos enfants, de nous adapter au changement rapide qui empêchera notre main-d'œuvre de devenir dépassée et qui nous permettra en fin de compte d'atteindre et de conserver la position concurrentielle que nous désirons. Il me semble que notre fixation actuelle sur les résultats, sur les capacités commercialisables précises et particulièrement sur les compétences technologiques, le remplacement des humanités essentielles par les sciences sociales, à contribuer à préparer la voie à une TPS dont la connaissance et le savoir ne sont pas exonérées. C'est une mesure dangereuse d'une grande portée et nous devrions savoir que les pays d'Europe et la Grande-Bretagne, en imposant leur taxe sur la valeur ajoutée, ont fixé à un taux nul ou réduit la taxe sur les livres et publications. Les auteurs, les imprimeurs, les libraires et les lecteurs ainsi que les parlementaires, les éducateurs, les églises, les professions et les commerces, sans compter le public en général, ont joint leurs forces pour plaider cette cause dans ces pays. Par conséquent, le Royaume-uni, l'Irlande et le Portugal ont détaxé les livres tandis que l'Italie, la Grèce et l'Espagne les taxent au taux de 2 ou 3 p. 100.

L'Irlande et l'Espagne ont connu une réduction des ventes très disproportionnée quand elles ont d'abord taxé ces articles au plein taux de la taxe à la valeur ajoutée et l'Irlande a même été forcée de les détaxer alors que l'Espagne a abaissé à 2 ou 3 p. 100 son taux initial de 6 p. 100.

Dans la Communauté économique européenne, le commerce des livres fait partout face à de graves problèmes causés par la féroce compétition des médias électroniques, la réduction des achats de livres par le public et l'augmentation des coûts. Par conséquent, les législateurs subissent des pressions avant de

légiférer pour qu'ils aident cette industrie en détaxant complètement les livres et publications.

Dans notre pays, de nombreuses raisons propres au secteur de l'édition expliquent que nous ne devrions pas commencer maintenant à taxer les livres et publications.

Tout d'abord, comme beaucoup l'ont dit, actuellement, les livres et publications ne sont assujettis à une taxe de vente fédérale à aucune étape de leur fabrication. L'application de la TPS à chaque étape de l'achat de matières premières et de leur transformation signifie que la hausse ultime du coût pour le consommateur sera très certainement supérieure à 7 p. 100.

L'ajout de TPS provinciales, si elles sont appliquées, par les provinces qui décident d'harmoniser leur propre régime de taxe de vente à la TPS fédérale, veut dire que le coût de détail des livres et publications risque d'augmenter de 13 ou 14 p. 100, voire de 15 p. 100.

Honorables sénateurs, des éditeurs canadiens bien établis comme McClelland & Stewart s'inquiètent vivement de leur viabilité future. Que deviendront alors les petites maisons d'édition de livres et de périodiques? En effet, si les éditeurs britanniques et européens se sentent inquiets, que deviendront les éditeurs canadiens, étant donné notre marché beaucoup moins vaste? Des éditeurs, comme Annick Press, petite maison d'édition novatrice de livres d'enfants bien écrits et magnifiquement illustrés, tout en étant abordables. Juste comme j'écoutais le sénateur Hébert cet après-midi, j'en lisais quelques-uns, qu'un de mes jeunes amis, Whitney Jennings, m'a prêtés. Ce sont des livres merveilleux pour de jeunes enfants, des livres qui ouvrent les enfants au plaisir de la lecture à l'âge le plus précoce possible.

Cette maison d'édition existe depuis 15 ans. Ses livres et ses auteurs sont reconnus dans le monde entier, et pourtant, son propriétaire a récemment déclaré dans un article du *Globe* «s'inquiéter énormément de ce qui nous attend [...] l'édition peut au mieux être une entreprise assez marginale.» Il craint que la TPS ne réduise ces marges à néant ce qui serait une véritable perte pour l'édition de livres canadiens pour enfants.

La coalition «Don't Tax Reading» fait remarquer ce qui s'est produit en Irlande lorsque les livres n'ont pas été exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée. Les ventes ont chuté instantanément et le gouvernement a été obligé d'adopter une exonération des documents imprimés. La coalition estime que par suite de la TPS, les ventes de livres au Canada chuteront de 7 à 21 p. 100 et que les pertes de l'industrie se chiffreront à 60 millions de dollars.

En ce qui concerne les périodiques, au cours des audiences du comité sénatorial, le vice-président des affaires publiques de Periodical Marketers of Canada, a cité des études faites au sein de l'industrie qui montrent que chaque pourcentage d'augmentation du prix s'accompagne d'une diminution d'1 p. 100 des ventes. À partir de ces chiffres, on peut en conclure que cette industrie connaîtrait une forte diminution des ventes qui s'accompagnerait d'une perte d'emplois et de l'affaiblissement irréparable de l'édition des périodiques au Canada.

Les magazines canadiens affichent maintenant des marges de profits variant d'une perte, à l'absence de profit, à un profit maximum de 2 à 4 p. 100. Le prix de douzaines de publications restreintes, créatives et spécifiquement canadiennes est déjà